



Résolution adoptée par le Congrès ELDR 2008 à Stockholm

Crise internationale sur les marchés financiers

Le Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs réuni en Congrès à Stockholm le 30 et 31 octobre 2008 considérant :

Que la crise dramatique sur les marchés financiers internationaux et ses répercussions mondiales constituent des défis majeurs pour le système économique libéral, exigeant une réaction conjointe rapide des Etats membres de l'UE et une orchestration d'une portée considérable des efforts internationaux.

Des développements erronés des politiques économique et financière américaines et l'échec apparent des banques et des compagnies d'assurance ne constituent pas une raison pour perdre confiance dans la libre économie de marché et la responsabilité individuelle. Une rechute dans les politiques dépassées de nationalisation, sur-règlementation et protectionnisme constituerait une erreur majeure. Il est actuellement impossible de prédire les conséquences de la crise sur les marchés financiers et sur l'économie mondiale dans son ensemble. Personne ne peut dire avec certitude quelle sera l'étendue de la crise, ni quel sera l'impact des interventions des gouvernements.

Dans cette situation il n'y a pas de place pour des fantasmes sur de nouveaux ordres mondiaux ou une réinvention du capitalisme. Ce dont nous avons besoin c'est d'un système financier réformé et sain, mais pas d'un nouvel ordre économique. En intervenant, les gouvernements entravent la responsabilité de la libre entreprise pour les risques que cela implique, réduisant la responsabilité personnelle du citoyen. La seule garantie de prospérité réside dans une responsabilité personnelle élevée des participants au marché. La responsabilité personnelle et l'autonomie constituent les forces motrices politiquement et économiquement, de toute société démocratique. C'est pourquoi, il ne faut pas permettre que la façon dont la crise est gérée sape la confiance dans la force d'un ordre libéral, qui par définition n'est jamais sans risques.

Les marchés financiers mondiaux exigent une réglementation orchestrée à l'échelle mondiale. L'indépendance de la Banque Centrale européenne ainsi que son obligation légale à maintenir la stabilité monétaire se sont avérées extrêmement précieuses. L'objectif politique de la Réserve Fédérale de fournir au marché américain un excès de liquidités avec pour résultat une dette excessive, en

l'absence de supervision plus étroite, s'est avérée constituer une erreur cruciale. Néanmoins, les compétences nationales jalousement défendues et la peur d'une possible récession empêchent un cadre plus coopératif qui imposerait une meilleure réglementation et permettrait une supervision financière efficace.

C'est pourquoi, l'ELDR demande d'urgence:

- Une coordination et une orchestration de l'architecture financière mondiale dans le contexte du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), y inclus la mise en application d'un système mondial de première alerte afin d'identifier rapidement les risques spécifiques pour l'économie mondiale et la stabilité financière.
- Des standards acceptés à l'échelle mondiale pour la supervision et la réglementation ainsi qu'une supervision transfrontalière des compagnies financières transnationales et des agences de notation. Une capitalisation mieux adaptée au risque, des réglementations comptables contre conjoncturelles, une gestion ferme des risques, et une réglementation plus sévère des nouveaux produits financiers doivent être considérés en vue de standards harmonisés et révisés du marché financier.
- Une surveillance accrue par l'UE des activités bancaires, avec un rôle principal confié à la BCE indépendante et exécutée par les banques centrales nationales.
- Des règles améliorées de bonne gouvernance pour les banques et compagnies d'assurances.